



CABINET DU PRESIDENT

11 décembre 1995

COMMUNIQUE N°37

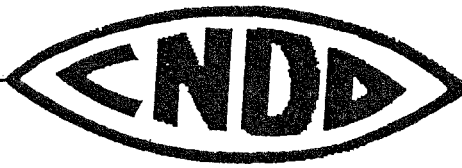
Le CNDD confirme le démenti qu'il a déjà opposé (jeudi dernier) à la BBC et à la radio Afrique N°1 contre les affirmations fallacieuses de l'armée gouvernementale en rébellion selon lesquelles " *les assaillants ont attaqué le quartier de Mutanga Nord*" situé dans la ville de Bujumbura. Les Forces pour la Défense de la Démocratie (FDD), que l'armée rebelle à la démocratie appelle "assaillants" n'ont pas quitté, ce mercredi, les campagnes qu'elles contrôlent.

Le CNDD dénonce le massacre, en ce jour, de 297 civils hutu qui s'ajoutent aux plus de 100000 victimes du génocide perpétré par l'armée monoethnique tutsi depuis le 21 octobre 1993, jour de l'assassinat du premier Président démocratiquement élu. J'ai cité Son Excellence feu Melchior NDADAYE.

En effet, ont été massacrés plus de 270 paysans hutu sur la colline de Sororezo, 6 dans le quartier de Mutanga Nord, 6 sur la route de l'aéroport, 8 dans le quartier de Gihosha, un nombre inconnu à Kanyosha, 7 à Cibitoke et 20 blessés graves dans cette dernière localité.

Le premier but inavoué de ce pogrom était la purification ethnique du quartier de Mutanga Nord où habitaient les derniers hutu résidant dans la capitale burundaise. Des intellectuels pour la plupart. Les parlementaires, les ministres et les hauts fonctionnaires hutu. Dans la foulée, les hutu revenus dans les quartiers de Kinama et de Kanyosha étaient pourchassés.

Le CNDD attire l'attention sur les blessés graves qui risquent d'en mourir étant donné la pénurie et la discrimination qui règne dans le



- 2 -

milieu hospitalier. Nous demandons aux organisations internationales habilitées comme la Croix Rouge et l'Amnesty Internationale de suivre ces cas ainsi que le sort des 26 cas de disparitions emportés par les gendarmes.

Le deuxième but inavoué était l'intimidation, par la violence, des parlementaires issus du FRODEBU, qui constituent 80% de la seule institution légitime issue des élections de juin 1993.

Enfin, le CNDD regrette qu'une partie de la presse internationale soit tombée dans le piège de la duperie qui caractérise les 30 ans de dictature militaire au Burundi. Heureusement les faits sont têtus.

Pour ramener la paix au Burundi, le CNDD demande aux démocrates du Burundi, d'Afrique et de ce monde

- 1° d'imposer l'**embargo sur les armes destinées au Burundi** à travers les filières rwandaises et ougandaises.
- 2° de soutenir les FDD dans leur mission de protéger les populations civiles
- 3° de contribuer à forcer l'armée en rébellion à retourner dans les casernes.

Pour le CNDD,
Jérôme NDIHO
Porte-Parole